

La France peut-elle crise sans augmenter

Ne pas accroître la pression fiscale est une condition pour sortir de la crise. Le pays va devoir durcir sa discipline budgétaire pour réduire le fardeau de la dette, à moyen terme.



Manon Malhère
@ManonMalhere

FISCALITÉ Alors que l'épidémie du coronavirus frappe l'économie française depuis plusieurs mois, le gouvernement n'infléchit pas sa ligne. La fiscalité n'augmentera pas pour payer la facture de la crise, martèlent les ministres dès que l'occasion se présente. « On ne résoudra pas une crise comme celle-ci en augmentant les impôts », soutenait, lui-même, Emmanuel Macron, en juillet dernier. Mieux, à dix-huit mois du premier tour de l'élection présidentielle, le gouvernement assure qu'il ne touchera pas aux trajectoires de baisse de certains prélèvements obligatoires - dont la suppression de la taxe d'habitation - déjà engagées pour un montant global de 45 milliards d'euros entre 2018 et 2021. L'inquiétude des Français est toutefois justifiée, conscients que c'est une tradition française de régler tous les maux relatifs à la hausse de l'endettement en taxant davantage. Chaque jour, les chiffres sont un peu plus vertigineux. L'exécutif a déjà mobilisé quelque 468 milliards d'euros de mesures d'urgence - dont 300 milliards de mesures de garanties publiques - auxquels s'ajoute le plan de relance de 100 milliards. Or, en face, les recettes publiques se sont effondrées. Cette année, le déficit public devrait s'établir à 10,2 % (contre 3 % l'an dernier), la dette exploser à 116,2 % du PIB en 2020, soit plus de 2 640 milliards d'euros.

Dans ce contexte, la France peut-elle réellement sortir de la crise et engager son désendettement, le tout sans augmenter les impôts comme le soutiennent mordicus Matignon et l'Élysée ?

UNE CONDITION POUR SORTIR DE LA CRISE

Ne pas augmenter les impôts est la condition impérative pour sortir de la crise au cours des deux prochaines années consacrées à la relance, s'accordent à dire bon nombre d'économistes. C'est assez mécanique en réalité : plus la pression fiscale augmente, plus l'activité s'affaiblit en raison d'une contraction des revenus des ménages et donc de leur consommation, alors que l'investissement des entreprises s'affaïsse. La crise financière de 2008 est à ce sujet éloquent. Les gouvernements ont accru la pression fiscale pour redresser leurs

comptes et ainsi tenter de contrer la crise des dettes souveraines. Les conséquences ont été particulièrement néfastes sur la reprise économique.

En France, les prélèvements obligatoires sont passés de 41 % à 45 % du PIB en six ans. Ce sont plus spécifiquement les hausses d'impôts sur les classes moyennes engagées sous Nicolas Sarkozy puis François Hollande qui sont pointées du doigt. Les chiffres ne trompent pas : la croissance a chuté de 2,2 % en 2011 à 0,2 % en 2012 avant de stagner autour de 1 % les années suivantes, avec un impact considérable sur le pouvoir d'achat. Selon une étude de l'Insee, les réformes socio-fiscales entreprises entre 2008 et 2016 ont amputé de 1,4 % les revenus disponibles des ménages.

« Aujourd'hui, il est d'autant plus important de ne pas toucher les impôts que de nombreuses incertitudes sanitaires et économiques continuent de peser sur l'activité », précise Philippe Martin, président du Conseil d'analyse économique. La priorité dans le contexte actuel est de regagner la confiance des ménages largement ébranlée à l'heure où la France fait face à une deuxième vague de l'épidémie. « Beaucoup d'épargne a déjà été accumulée durant cette crise (plus de 80 milliards d'euros). Il faut éviter que les ménages thésaurisent cet argent de peur que les impôts augmentent », souligne Xavier Timbau, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

UNE DETTE QUI DOIT RESTER SOUTENABLE

C'est après le redémarrage de l'économie que l'heure des comptes viendra. La question du désendettement se reposera nécessairement, avec un niveau de dette largement supérieur à 100 % du PIB, bien loin des 60 % préconisés par les règles budgétaires européennes en temps normal. C'est avant tout la crédibilité de la France sur les marchés financiers qui est en jeu. Autrement dit, sa capacité à maintenir un niveau de dette qui ne soit pas risqué aux yeux des investisseurs pour conserver un coût d'emprunt faible et, in fine, éviter la faillite de l'État. « La France n'est pas mortelle, contrairement aux ménages. Le problème n'est donc pas de rembourser la dette mais d'en assurer sa soutenabilité », insiste Philippe Martin. L'exercice n'est pas aisé. Jusqu'à présent, le gouvernement s'est reposé sur la politique des taux bas menée par les banques centrales depuis plus de dix ans. Celle-ci permet d'emprunter à très bas prix sur des marchés globalement rassu-

rés, sans faire d'Grâce aux taux chaque année u d'euros en 2021 dette baisser, d'euros en 2012 née prochaine.

L'exécutif ne p ment sur la po accommodante que les taux se veaux aussi bas moindre hauss dramatique. Sel thèse où ils dev les intérêts à r raient de 29 m hausse de 2 % montant. « C'es trancher. Si les on aurait des e Chaney, économi gne. La France d'importantes d nouveaux créan nancer et se ret tion grave.

Mais même si l comme l'anticip perts, « il ne fa d'une crise des fi marges sont trè François Ecalte, f et ancien magistr tes. Les gouverne pas suffisamment d'embellie écon décennies pour accumulé. La Fr subissant la plus 1945 avec des com

L'ILLUSION CROISSANCE

Pour l'heure, l'esp partie sur le seul r à un niveau d'ava sans toucher aux i sorber progressiv L'exécutif défend le plan de relance mis à l'activité éco la, la production et augmenter et, par permettes d'empra cales qui réduiront mettre d'engager à scénario masqué d dernier, la Cour des sonnette d'alarme croissance qui sera rapidement. « Il es blable que la crise la rés économiques de

1 En pleine crise, le gouvernement veut maintenir les baisses d'impôts engagées

3 En France, le poids des prélèvements s'est accentué après la crise de 2007...

La France peut-elle sortir de la crise sans augmenter les impôts ?

comptes et ainsi tenter de contrer la crise des dettes souveraines. Les conséquences ont été particulièrement néfastes sur la reprise économique.

En France, les prélèvements obligatoires sont passés de 41 % à 45 % du PIB en six ans. Ce sont plus spécifiquement les hausses d'impôts sur les classes moyennes engagées sous Nicolas Sarkozy puis François Hollande qui sont pointées du doigt. Les chiffres ne trompent pas : la croissance a chuté de 2,2 % en 2011 à 0,2 % en 2012 avant de stagner autour de 1 % les années suivantes, avec un impact considérable sur le pouvoir d'achat. Selon une étude de l'Insee, les réformes socio-fiscales entreprises entre 2008 et 2016 ont amputé de 1,4 % les revenus disponibles des ménages.

« Aujourd'hui, il est d'autant plus important de ne pas toucher les impôts que de nombreuses incertitudes sanitaires et économiques continuent de peser sur l'activité », précise Philippe Martin, président du Conseil d'analyse économique. La priorité dans le contexte actuel est de regagner la confiance des ménages largement ébranlée à l'heure où la France fait face à une deuxième vague de l'épidémie. « Beaucoup d'épargne a déjà été accumulée durant cette crise (plus de 80 milliards d'euros). Il faut éviter que les ménages thésaurisent cet argent de peur que les impôts augmentent », souligne Xavier Timbau, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

UNE DETTE QUI DOIT RESTER SOUTENABLE

C'est après le redémarrage de l'économie que l'heure des comptes viendra. La question du désendettement se reposera nécessairement, avec un niveau de dette largement supérieur à 100 % du PIB, bien loin des 60 % préconisés par les règles budgétaires européennes en temps normal. C'est avant tout la crédibilité de la France sur les marchés financiers qui est en jeu. Autrement dit, sa capacité à maintenir un niveau de dette qui ne soit pas risqué aux yeux des investisseurs pour conserver un coût d'emprunt faible et, in fine, éviter la faillite de l'État. « La France n'est pas mortelle, contrairement aux ménages. Le problème n'est donc pas de rembourser la dette mais d'en assurer sa soutenabilité », insiste Philippe Martin. L'exercice n'est pas aisé. Jusqu'à présent, le gouvernement s'est reposé sur la politique des taux bas menée par les

rés, sans faire d'importantes économies. Grâce aux taux bas, la France emprunte chaque année un peu plus (260 milliards d'euros en 2021) et voit les intérêts de sa dette baisser, de plus de 50 milliards d'euros en 2012 contre 37 milliards l'année prochaine...

L'exécutif ne pourra compter éternellement sur la politique monétaire ultra-accommodante. Rien ne garantit en effet que les taux se maintiendront à des niveaux aussi bas à moyen terme. Et la moindre hausse serait financièrement dramatique. Selon Bercy, dans l'hypothèse où ils devaient remonter de 1 %, les intérêts à rembourser augmenteraient de 29 milliards en 2030. Une hausse de 2 % ferait alors doubler ce montant. « C'est une question difficile à trancher. Si les taux devaient remonter, on aurait des ennuis », reconnaît Eric Chaney, économiste à l'Institut Montaigne. La France pourrait rencontrer d'importantes difficultés à trouver de nouveaux créanciers privés pour se financer et se retrouver dans une situation grave.

Mais même si les taux restent faibles comme l'anticipent de nombreux experts, « il ne faut pas écarter le risque d'une crise des finances publiques car les marges sont très contraintes », alerte François Ecalle, fondateur du site Fipeco et ancien magistrat de la Cour des comptes. Les gouvernements successifs n'ont pas suffisamment profité des périodes d'embellie économique ces dernières décennies pour s'attaquer aux déficits accumulés. La France en paie le prix, en subissant la plus forte récession depuis 1945 avec des comptes dégradés.

L'ILLUSION D'UNE CROISSANCE MIRACLE

Pour l'heure, l'exécutif parie en grande partie sur le seul retour de la croissance à un niveau d'avant-crise d'ici à 2022, sans toucher aux impôts donc, pour résorber progressivement la dette Covid. L'exécutif défend une idée séduisante : le plan de relance doit redonner du tonus à l'activité économique. À partir de là, la production et les revenus devraient augmenter et, par voie de conséquence, permettre d'engranger des recettes fiscales qui réduiront les déficits et permettre d'engager le désendettement. Ce scénario suscite des réserves. En juin dernier, la Cour des comptes tirait déjà la sonnette d'alarme sur l'illusion d'une croissance qui serait à nouveau sur pied

avec un impact persistant sur les ressources publiques », soulignait son président, Pierre Moscovici.

UNE BAISSSE DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

C'est une évidence, la France peut difficilement s'en sortir sans assainir les finances publiques. « Sans action de redressement, le déficit risque d'être durablement très élevé (...) La trajectoire de dette ne serait alors pas maîtrisée », avertissaient aussi les magistrats de la rue Cambon, au début de l'été.

La première solution, farouchement défendue par la gauche, consisterait à refaire les erreurs du passé en augmentant la fiscalité. Ce serait un coup fatal pour l'activité. Et puis les marges de manœuvre sont désormais réduites à peau de chagrin. « Avec le niveau élevé de la pression fiscale, les craintes des effets sur la demande et la concurrence fiscale entre les pays, les États ne sont plus libres d'augmenter les impôts » pour rétablir la solvabilité budgétaire, souligne Patrick Artus, économiste en chef de Natixis, dans une récente note. C'est d'autant plus vrai que la France reste le membre de l'OCDE où les prélèvements obligatoires sont les plus élevés. N'en déplaise à certains, « pour revenir à une situation d'avant-crise à moyen terme, il faudrait que la France réduise drastiquement sa dépense publique », poursuit François Ecalle.

Il reste à voir si, après la débâcle économique, le pays saura alors renoncer à son penchant naturel pour la création de nouveaux impôts et engagera, à la place, de sérieuses économies. Ce n'est pas un hasard si, au gouvernement, on commence doucement à préparer les esprits. « Des réformes structurelles seront nécessaires le moment venu. Non seulement pour réduire notre dette, mais pour dégager un meilleur équilibre entre dépenses et recettes (...) Je le redis, la réforme des retraites est une priorité absolue », a récemment martelé le patron de Bercy, Bruno Le Maire. Soit, mais rien n'est acquis. Tout juste présenté, le rapport Vachey sur le financement de la cinquième branche de la Sécurité sociale, dédiée à la perte d'autonomie, préconise - une fois encore - de jouer sur les prélèvements obligatoires.

La tâche s'annonce d'autant plus ardue que le débat se posera dès 2022, en pleine campagne des élections présidentielles. Il y va, toutefois, de la santé finan-